

COLLECTIF OXYGÈNE CONTRE OXYLANE SAINT-CLÉMENT-DE-RIVIÈRE

1° Au vu des urgences climatiques de plus en plus pressantes, et plus spécifiquement de la nécessité de préserver les terres agricoles, notamment à proximité des grandes agglomérations, quelle est actuellement votre position concernant le projet de lotissement commercial «Oxylane» situé sur des terres naturelles et à forte valeur agricole sur la commune de Saint-Clément-de-Rivière, le long de la route de Ganges à la sortie de Montpellier?

Nous, candidat.e.s du Printemps Héraultais pour ces élections départementales, nous sommes fermement opposés à ce projet écocide «Oxylane» qui va détruire des dizaines d'hectares de terres agricoles et d'espaces naturels.

Ces terres, comme vous le rappelez, ont une forte valeur agricole. Elles doivent être préservées et elles doivent être cultivées comme toutes les terres agricoles de la métropole et du département.

Nous avons besoin d'une ceinture verte, de trames vertes dans la métropole, autour de la métropole comme dans le département.

2° De quelle manière envisagez vous votre action, au sein de l'Assemblée départementale, pour vous opposer efficacement à ce projet?

Nous sommes candidat.e.s à ces élections mais nous sommes avant tout des militant.e.s politiques engagé.e.s sur le terrain des luttes sociale, écologiques et citoyennes.

POUR NOUS CELA VEUT DIRE 3 CHOSES :

- se mobiliser dans les collectifs, avec les collectifs, pour faire avancer l'intérêt général, conquérir de nouveaux droits, défendre nos libertés, se réappropriier et développer nos communs
- aider les différentes initiatives qui émergent dans ce monde saccagé par le néolibéralisme, ses politiques. Des initiatives qui sont autant d'exemples, d'expériences pour construire un autre monde solidaire, respectueux de la planète, de ses ressources et démocratique.
- Travailler au sein des institutions, des collectivités sur le plan politique pour la justice sociale, pour la bifurcation écologique et une rénovation démocratique.

Elu.e.s nous continuerons de travailler dans ces trois dimensions, aussi nous soutiendrons sur le terrain et au sein du conseil départemental ce combat contre le projet Oxylane afin qu'il ne voie pas le jour et que les terres agricoles restent cultivées, les espaces naturels soient préservés. Nous appuierons les démarches de votre collectif auprès de la Préfecture, de l'État.

Un des chemins possibles au sein du Conseil Départemental serait de faire passer cette zone en PAEN afin d'y empêcher définitivement toute artificialisation.

3° Si vous êtes élu-e, êtes vous prêt(e) à agir afin que le département soutienne activement un autre projet fondé sur une approche agro-écologique, contribuant à l’approvisionnement nourricier de la zone urbaine, en collaboration avec des associations environnementales, des paysans et des citoyens ?

Un de nos objectifs au département est l’autonomie alimentaire. Pour cela nous avons besoin de toutes les terres agricoles disponibles. Mais nous avons aussi besoin d’une diversification de la production agricole héraultaise. Et pour que cette alimentation soit saine pour les humains et respectueuse de l’environnement et des ressources nous lancerons un grand plan de conversion vers l’agroécologie.

Aussi nous sommes plus que favorable à travailler avec votre collectif, les associations environnementales, la confédération paysanne, les paysan.ne.s, les citoyens du territoire impliqués dans un autre projet fondé sur la valorisation des terres agricoles, fondé sur une approche agro-écologique.

4° Si vous le souhaitez, vous pouvez vous exprimer librement sur la manière dont vous envisagez l’avenir de ces terres actuellement menacées d’artificialisation, dans le contexte plus global de l’aménagement du territoire au niveau du Département de l’Hérault.

Il y a urgence, triple urgence. Une urgence sociale, une urgence démocratique et évidemment une urgence écologique.

Nous devons agir, maintenant et à toutes les échelles. L’échelle départementale est justement une échelle pertinente pour agir.

Nous devons réorienter complètement l’aménagement du territoire de notre département, relocaliser les activités, tendre vers l’autonomie alimentaire, l’autonomie énergétique des territoires, développer les services publics, instituer des Communs comme les terres agricoles.

ZÉRO ARTIFICIALISATION DES TERRES AGRICOLES

Afin de pérenniser la protection des terres agricoles et des espaces naturels, nous développerons des PAEN sur l’ensemble du département afin de préserver les terres agricoles, dont nous avons tant besoin, en partenariat avec l’office foncier départemental.

Nous avons besoin de toutes les terres agricoles. Notre objectif est de tendre vers l’autosuffisance alimentaire dans notre département. Notre département est encore riche de 200 000 hectares de terres agraires à fortes valeurs agricoles. C’est un potentiel prometteur pour arriver à l’autonomie alimentaire. Il nous faut les préserver et impulser une diversification de la production agricole qui s’y fait, impulser une transition vers l’agroécologie sur l’ensemble du département.

Pour le Printemps Héraultais il est donc important d’instituer ces terres agricoles en commun afin d’en assurer une gestion collective, démocratique entre les paysan.ne.s, les communes, le département et ses habitant.e.s, une gestion qui s’inspirera par exemple du CUN du Larzac. Nous mettrons en place pour cela une politique ambitieuse d’acquisition foncière au moyen d’un office public foncier départemental et nous installerons sur ces terres des paysan.ne.s soucieux de leur pratiques agricoles, de la préservations des sols et de l’eau. Aujourd’hui malheureusement beaucoup de jeunes sortent de leur formation agricole sans pouvoir l’exercer faute de terres disponibles, et s’orientent vers les métiers de paysagiste.

Avec notre politique ambitieuse, mais nécessaire vu les urgences, plus un paysan.ne sans terre, plus une terre sans paysan.ne.s dans l’Hérault!

